



Déclaration liminaire au CSA-SD du Territoire de Belfort du 20 mars 2023

La mobilisation est forte, le 49.3 brutal. Regarder ailleurs ne fera pas disparaître une colère toujours plus grande, d'autant que :

- la menace est un instrument de coercition, pas un instrument d'apprentissage ou d'évolution,
- l'injustice ne permet jamais d'emporter l'adhésion d'un groupe,
- le mépris n'est jamais constructif,
- la négation des corps intermédiaires ouvre la porte aux extrêmes, au chaos et à l'individualisation de la colère avec des conséquences imprévisibles.

C'est pourquoi le Sgen-CFDT appelle à une grande mobilisation le 23 mars prochain, pour le retrait du texte de loi sur la réforme des retraites.

Concernant notre ordre du jour, la rentrée scolaire de 2023 se fera avec moins de moyens, alors que les conséquences de la crise sanitaire n'ont pas fini de se manifester sur la santé mentale de nos enfants. Le Haut Conseil de la Famille, de l'enfance et de l'âge alerte encore la semaine dernière sur la sur-médication, la hausse des besoins de soins et le déficit chronique de l'offre de soins, en pointant notamment la situation très altérée de la médecine scolaire.

Et en effet, nous ne comptons plus les impossibilités de prise en charge des troubles psychologiques voire psychiatriques chez les élèves,... comme chez certains personnels. La question du bien-être et de la santé mentale des jeunes devrait être une préoccupation de premier ordre dans notre pays. C'est pourtant dans ce contexte que le Ministère puis l'académie ont décidé de retirer 9 postes dans le premier degré pour notre département, alors qu'il aurait été urgent de maintenir les moyens. Quelle occasion manquée... Car nous le savons tous, les dédoublements ont été faits « à moyens constants », et maintenir ces 9 postes, et tous les autres perdus dans le premier degré en France, aurait permis de réduire les effectifs ailleurs, et ainsi de se rapprocher de taux d'encadrement digne d'un pays civilisé.

Nous saluons la volonté d'abondement des remplacements et la communication des données sociales des écoles, c'est un vrai « plus » pour notre travail d'analyse. Toutefois, nous nous interrogeons sur la présentation de ce champ d'étude. En effet, proposer des fermetures comme signal pour les maires afin de faire évoluer les RPI, par exemple, est-il vraiment efficace ? Nous déplorons très vivement la lente agonie du dispositif « plus de maîtres que de classes », jamais évalué, mais plébiscité par les équipes comme une marque de confiance dans l'organisation pédagogique de l'école.

Il est urgent que les décideurs politiques prennent des mesures palliant le manque de moyens chroniques dans notre département comme ailleurs, pour assurer un environnement d'apprentissage, de développement et de soin garanti pour les jeunes générations.